

Discours de Willy Brandt devant le Parlement européen (18 novembre 1981)

Légende: Le 18 novembre 1981, Willy Brandt, président du Parti social-démocrate allemand, soutient au Parlement européen l'initiative des gouvernements allemand et italien qui viennent de présenter à leurs partenaires des Communautés européennes un projet d'acte européen, dit plan Genscher-Colombo, qui plaide pour un renforcement de la coopération politique des Dix.

Source: Journal officiel des Communautés européennes (JOCE). Débats du Parlement européen. 18.11.1981, n° 1-277. [s.l.]. p. 136-138.

Copyright: Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/discours_de_willy_brandt_devant_le_parlement_europeen_18_novembre_1981-fr-e0dced66-d55f-4323-92da-2cc758eab1ba.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2013

Discours de Willy Brandt devant le Parlement européen (18 novembre 1981)

Le Président. - La parole est au Groupe socialiste.

M. Brandt. - (DE) Madame le Président, mes chers collègues, les marchandages sur les quotas et les pourcentages ne dissimulent que trop aisément, à mon avis, la dimension historique du processus de l'Union européenne. Et des accusations faciles servent trop souvent à voiler les carences dont les gouvernements et les administrations se rendent responsables dans leurs rapports avec la Communauté.

Le bon sens voudrait maintenant que l'on élargisse les possibilités de la Communauté, afin de faire face aux répercussions de la crise économique mondiale. Mais notre bilan n'est pas très positif dans ce domaine. Nos prétentions sont souvent devenues si modestes que nous considérons déjà comme un succès le fait que la Communauté survive aux bouleversements auxquels elle est soumise. Aucun Européen raisonnable ne sera bien sûr opposé à une amélioration de la coopération politique entre nos gouvernements et de la coopération entre ceux-ci et les institutions de la Communauté, ni à une imbrication encore plus étroite des activités communautaires et des activités intergouvernementales. Mais je crois aussi que l'expérience a toujours prouvé qu'il n'était pas bon de mettre la charrue devant les bœufs, comme le confirment les déclarations que vient de faire le président de la Commission.

Je suis favorable à ce que l'on appelle l'Union politique, si tant est qu'elle mérite cette appellation. Mais je ne suis pas favorable à une nouvelle étiquette si le contenu n'est pas amélioré.

(Applaudissements)

Les fioritures politiques ne pourront jamais dissimuler les faiblesses intrinsèques. C'est ce que le groupe socialiste a exprimé dans sa proposition de résolution.

En d'autres termes, pourquoi être opposé à ce que proposent le ministre allemand des Affaires étrangères et son collègue italien? Pourquoi, malgré toutes nos désillusions, ne rappellerions nous pas que ce n'est pas sans un certain risque que l'on a fait élire ce Parlement européen au suffrage universel direct? Elargir ses compétences et son droit d'intervention ne rendrait pas service à tous ceux qui sont rassemblés ici, mais ne ferait que renforcer la crédibilité de ceux qui n'ont autrefois pas trouvé d'autre moyen que les élections directes pour consolider la Communauté.

(Applaudissements)

Peut-être les idées émises par le gouvernement français nous aideront-elles à progresser; je n'en sais rien à vrai dire, je ne peux que l'espérer. Il y a à peine dix ans, certains d'entre nous avaient déjà étudié la proposition d'une évolution vers une union sociale, du moins dans certains domaines. Les conditions économiques et financières ne se sont pas améliorées depuis lors.

Il est incontestable que nous devons aborder sous un angle différent les tâches fondamentales de la Communauté, si nous voulons y apporter quelque chose de nouveau; cela veut dire qu'il faudra restructurer le budget et réformer la politique agricole commune. Il faut faire bouger la Communauté, car dans les années à venir, nos concitoyens la jugeront sur ses efforts et la contribution qu'elle aura pu apporter pour garantir l'emploi et améliorer les structures. C'est de cela aussi que dépendra le poids politique de ce que la Communauté et les politiques harmonisées des pays membres pourront apporter dans la balance.

Je reprends volontiers à mon compte ce qu'ont dit deux de nos collègues et le membre de la Commission en développant la question, à savoir que nous vivons dans un monde où l'on gaspille quotidiennement un milliard et demi de dollars pour l'armement, alors que six cents, même huit cents millions d'hommes ne mangent pas à leur faim; nous devons donc, nous Européens, saisir chaque occasion de souligner la disproportion écrasante qui existe entre les crédits affectés à la lutte contre la faim et ceux dépensés pour l'armement.

(Applaudissements)

Mais je l'ai toujours dit et je le répète: ce ne sont pas uniquement des motifs pacifistes et humanitaires, mais également des motifs économiques qui doivent nous inciter à accélérer sensiblement le processus du développement.

Le sommet Nord-Sud qui a réuni d'éminents hommes d'État il y a un mois à Cancun, au Mexique, a renforcé le sentiment de dépendance mutuelle entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Il a montré que tous étaient prêts à mettre enfin en route, dans le cadre des Nations unies, ces négociations globales qui n'ont été que trop retardées. Il faut d'ailleurs préciser que l'Union soviétique et ses alliés participeraient aussi à ces négociations si elles avaient lieu.

Certains jalons ont également été posés à Cancun dans deux secteurs vitaux, l'approvisionnement en produits alimentaires et en énergie. Je m'explique: si j'ai bien compris l'issue du sommet de Cancun, il en est ressorti, d'une part, que l'accent devrait à l'avenir être mis sur le développement de la production agricole dans tous les pays en voie de développement où les conditions le permettent. En dehors des États-Unis qui ont déjà fait beaucoup dans ce domaine, et qui ont encore beaucoup à faire, les Européens devront eux aussi participer à cet effort. Je pense que la Commission devrait, dans le cadre d'une stratégie cohérente de lutte contre la faim, accroître progressivement son aide pour l'amélioration de la production agricole locale et régionale, étant entendu qu'en cas de besoin aigu, il faudra continuer à verser des aides spéciales.

Les chances de créer une institution financière plus ou moins liée à la banque mondiale et qui distribuerait des crédits pour l'exploitation des ressources énergétiques des pays en voie de développement les plus pauvres, ont également augmenté. Je partage l'espoir du chef de l'État français de voir progresser la situation dans ce domaine dès les prochains mois.

Aucune nouvelle impulsion n'a en revanche été donnée à Cancun en ce qui concerne les autres problèmes de financement et la réforme des organisations internationales.

L'Europe aura dans tous les cas un rôle important à jouer, mais seulement à condition qu'elle ne se complaise pas dans un état de faiblesse dont elle est seule responsable, mais qu'elle puisse au contraire trouver la force nécessaire pour être un partenaire fiable au sein d'une alliance globale destinée à garantir la paix et à combattre la faim.

Je voudrais, Madame le Président, demander à mes collègues de bien vouloir m'accorder quelques minutes pour entendre ce que j'ai à leur dire en tant qu'Allemand, en tant que social-démocrate allemand: je voudrais demander à mes collègues de ne pas accorder le moindre crédit aux inepties qui sont depuis peu propagées en RFA à propos de pacifisme, d'anti-américanisme et de neutralisme égoïste.

(Applaudissements)

La République fédérale d'Allemagne demeurera un partenaire de toute confiance pour la Communauté européenne et de l'Alliance atlantique, et au cas où M. Brejnev ne le saurait pas encore, nous le lui dirions au début de la semaine prochaine à Bonn, ce qui ne signifie d'ailleurs pas pour nous, pour beaucoup d'entre nous, que nous renoncions à notre indépendance d'esprit.

(Applaudissements)

Mes jeunes compatriotes qui se réunissent en grand nombre pour protester contre la guerre, ou plutôt contre l'armement, sont tout aussi opposés aux fusées russes qu'aux fusées américaines; ils sont tout simplement opposés à la course aux armements entre l'Est et l'Ouest. Ils refusent en tous cas qu'on les soupçonne d'être télécommandés par une certaine capitale.

(Applaudissements)

Nos responsables politiques doivent donc maintenant tenter d'harmoniser ce désir de paix avec une politique de la paix. L'Europe a connu des événements bien plus graves que cet engagement des jeunes allemands en

faveur de la paix. Nos amis, et surtout nos partenaires européens, n'ont pas besoin d'avoir peur d'une Allemagne qui lutte pour essayer de trouver la voie de la paix.

Ce n'est qu'en fonctionnant dans les domaines pour lesquels elle a effectivement été créée, que l'Europe pourra étendre son action au-delà de ses frontières.

L'Europe ne sera bien sûr pas assise à la table des négociations sur les missiles eurostratégiques, qui auront lieu dans une dizaine de jours à Genève et qui réuniront les représentants des puissances nucléaires. Mais nous devons faire comprendre, aussi clairement que nous le pouvons, ce que nous attendons de ces négociations en tant qu'Européens et aussi ce que représente pour nous cette solution zéro en faveur de laquelle, si je suis bien informé, le président des États-Unis s'est prononcé aujourd'hui.

Il est difficilement supportable pour l'opinion publique européenne, et surtout pour la jeunesse européenne, de s'entendre dire dans quelle mesure on réussira à limiter un conflit nucléaire. De tels discours constituent une provocation dangereuse pour l'intérêt et la conscience des Européens. Au cours d'un séjour que j'ai effectué à Budapest la semaine dernière, j'ai pu à nouveau me convaincre du fait que le souci du sort de l'Europe représentait une partie de cette identité qui unit tous les habitants de ce continent, par delà les frontières et les blocs. Il est indispensable que l'Europe contribue à garantir la paix, à réduire les tensions, à supprimer la course aux armements.

Nous devons, dans notre partie de l'Europe, nous rapprocher les uns des autres. Et tous ceux d'entre nous dont le pays fait partie de l'Alliance atlantique, devront intervenir au sein de cette organisation afin de mieux faire entendre la position européenne. Mais cela ne sera possible que si nous nous montrons disposés à assumer ensemble des responsabilités accrues.

Je ne crois pas qu'il faille définitivement classer les actions entreprises avec quelque succès, au début des années 1970, pour réduire les tensions et créer une coopération rationnelle. Mais l'instauration d'un équilibre des forces militaires - qui est très difficile à définir si l'on veut prendre en considération des critères à la fois globaux et régionaux - n'est pas une fin en soi; il devra au contraire contribuer, à un niveau aussi faible que possible, à instaurer une paix nouvelle moins fragile que celle que nous connaissons actuellement. A cet égard, permettez-moi de dire très clairement - bien que nous n'en soyons pas encore au débat sur le contrôle des armements qui aura lieu bientôt - que la question se pose de savoir s'il ne serait pas possible - ainsi que me l'ont dit certains experts - en utilisant les techniques modernes d'armement, de rendre superflue une bonne partie des armes nucléaires en Europe.

Compte tenu du train de sénateur qu'a adopté la deuxième conférence de Madrid, il me semble opportun de rappeler que nous ne devrions pas laisser dépérir les idées issues de la conférence d'Helsinki en 1975, même si elles sont très insuffisantes, mais que nous devrions au contraire faire tout notre possible pour les développer. Je pense notamment au projet d'une conférence sur le désarmement en Europe, qui fait actuellement l'objet de discussions à Madrid, étant entendu que ce projet ne pourra s'inscrire que dans le cadre des conclusions de la conférence de Madrid. Mais je pense aussi à la coopération dans le domaine économique, technique et culturel, et au soulagement concret de la misère humaine qui constitue une action prioritaire.

Le Parlement européen ferait bien de se pencher à nouveau, au moment opportun, sur les négociations de Madrid et d'examiner quelles initiatives la Communauté pourrait prendre pour développer la coopération et promouvoir une action efficace en matière de désarmement et de contrôle des armements. Je crois en effet que dans un monde qui connaît de si grandes tensions, l'Europe peut montrer la voie de la raison.

L'Europe n'est pas l'un des principaux acteurs sur la scène mondiale, et nous ne pouvons malheureusement pas espérer lui voir jouer un grand rôle dans l'apaisement des tensions et l'instauration d'une solidarité avec le tiers monde. Je crois cependant que les États européens et la Communauté européenne ont une responsabilité toute particulière. Malgré le désenchantement auquel nous ne pouvons échapper, je crois que l'Europe peut aujourd'hui apporter au monde son expérience sur la stabilité et les moyens de la conquérir. L'Europe ne doit donc pas s'isoler, mais elle doit apporter cette expérience et l'utiliser partout où cela est

possible.

(Applaudissements)